

## **La Commission propose un code de bonnes pratiques pour la conduite des procédures de contrôle des aides d'État**

**La Commission entend améliorer la transparence, la crédibilité et la prévisibilité du déroulement des procédures de contrôle des aides d'État.**

### **1. POURQUOI AMELIORER LES PROCEDURES DANS LE DOMAINE DES AIDES D'ÉTAT?**

Les aides d'État peuvent apporter un avantage certain à la société, par exemple lorsqu'elles sont utilisées pour améliorer l'environnement, stimuler la recherche et le développement ou renforcer la formation des salariés. Elles peuvent cependant aussi avoir des effets néfastes; en permettant par exemple à des entreprises inefficaces de rester sur le marché, elles entraînent à long terme une hausse des prix pour les consommateurs. Les entreprises peuvent également faire jouer la concurrence entre les pouvoirs publics, en menaçant de réaliser leurs investissements dans le pays qui offrira les subventions les plus importantes. Les aides d'État doivent donc être examinées par la Commission afin de s'assurer qu'elles contribuent à la réalisation d'objectifs fixés d'un commun accord. Des procédures efficaces, simples et prévisibles sont primordiales pour parvenir à cet objectif.

Les différentes étapes de la procédure habituelle de contrôle des aides d'État sont exposées dans le règlement de procédure de 1999<sup>1</sup>. Mais la conduite pratique de cette procédure pourrait être sensiblement améliorée en ce qui concerne sa durée, sa transparence et sa prévisibilité, par un engagement commun de la Commission et des États membres à respecter certaines bonnes pratiques. Actuellement, il faut compter 5 mois en moyenne avant que la Commission ne puisse adopter une décision sur la base d'un examen préliminaire de la mesure notifiée, et plus de 21 mois si la Commission doit ouvrir un examen formel approfondi. Ce long délai et l'absence de prévisibilité quant à la date d'adoption des décisions concernant des cas spécifiques ne sont pas adaptés aux besoins de la vie économique moderne.

### **2. COMMENT LE CODE DE BONNES PRATIQUES CONTRIBUE-T-IL A RESOUDRE CE PROBLEME?**

Le code de bonnes pratiques devrait améliorer la discipline de toutes les parties, encourager les contacts de prénotification et rationaliser les échanges d'informations entre la Commission et l'État membre au cours de la phase d'examen préliminaire; la qualité des notifications des États membres s'en trouverait sensiblement améliorée, ce qui permettrait d'accélérer l'examen des aides, une fois celles-ci formellement notifiées.

Le code de bonnes pratiques devrait aussi accroître la transparence de la procédure, dans l'intérêt des parties prenantes. Le code définirait une procédure par étapes, donc plus prévisible, pour l'instruction des plaintes, qui prévoirait notamment une meilleure information des plaignants en ce qui concerne le traitement de leurs plaintes.

---

<sup>1</sup> Règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 83 du 27.3.1999, p. 1).

### **3. À QUI PROFITERA CE NOUVEAU CODE?**

Le code de bonnes pratiques devrait profiter à toutes les parties prenantes: les États membres et les bénéficiaires des aides en profiteront car ils recevront les décisions concernant les aides d'État plus rapidement. Les autres parties prenantes en bénéficieront aussi car elles auront la possibilité de faire connaître leur point de vue avant que la Commission ne se prononce de manière définitive sur une mesure d'aide notifiée.

### **4. QUAND LE NOUVEAU CODE SERA-T-IL APPLICABLE?**

Le code a été adopté par la Commission le 29 avril 2009 et devrait entrer en vigueur avant l'été.